

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1974)
Heft: 291

Artikel: Autoroute de contournement : le truc du gouvernement
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1026690>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Autoroute de contournement: le truc du gouvernement

Le débat autour de l'autoroute de contournement a permis au Conseil d'Etat genevois d'utiliser à nouveau une stratégie qui avait fait ses preuves lors des controverses à propos de l'aéroport de Cointrin et de l'usine nucléaire de Verbois: face aux citoyens réticents, le truc est de jouer simultanément les naïfs en se cantonnant à des aspects insignifiants du projet en cause, et les impuissants, en plaçant le dossier de la faiblesse du canton face aux diktats de la Confédération, détentrice des subventions.

Il est de fait que l'autoroute, son tracé à travers la campagne genevoise, de Cointrin jusqu'au réseau français, inquiète de nombreux Genevois qui y voient avant tout une menace pour les rares espaces verts du canton.

Conscient de l'obstacle, le gouvernement cantonal ne présente en conséquence pour l'instant qu'un premier et modeste tronçon au grand jour. Quelques centaines de mètres à la sortie de l'autoroute Lausanne-Genève, mais qui coûteront plus de 20 millions de francs; et qui, de plus, entraîneront inévitablement, par leur simple existence, l'élimination pure et simple de la réflexion sur les tracés non officiels.

Et pour corser le processus, le gouvernement fait en outre intervenir le grand méchant loup fédéral: « Nous n'avons pas le choix, puisque c'est le seul tracé qui permette d'obtenir les subventions fédérales »...

Le citoyen, cible de ces manœuvres, mais qui n'apprécie guère que l'on se moque de lui, risque fort de demander la parole par le biais du referendum; ce qui n'améliorera pas le climat politique.

En réalité, l'importance des espaces verts, l'emprise énorme de l'autoroute sur les environs de la capitale genevoise, la coupure que suppose ce rideau de béton dans l'environnement, son coût, tout cela culmine en un problème suffisamment

important pour que la collectivité puisse se prononcer et le faire dans la clarté, face à un projet complet.

Il y a plus. On doit peser les avantages et les inconvénients de la construction d'une autoroute face à celle, par exemple, d'une voie expresse (beaucoup moins encombrante), au moment où la priorité de fait accordée aux transports individuels par les autorités genevoises est remise en cause. Et d'autres questions surgissent aussitôt. Pour quelle raison des centaines de millions à seule fin de bâtir l'autoroute, alors que depuis vingt ans les transports en commun genevois ont vu leurs cadences, leur réseau, leurs tarifs se dégrader, et que deux liaisons ferroviaires urgentes — Genève-Cointrin et la jonction entre la gare de Cornavin et celle des Eaux-Vives — sont renvoyées aux calendes grecques?

LA SEMAINE DANS LES KIOSQUES ALÉMANIQUES

Six ans après

Six ans après, les émeutes du Globus (le mai 68 de Zurich) entrent déjà au musée sous la forme d'une série de photographies prises sur le vif par un photographe de vingt et un ans qui travaillait alors pour la « Neue Presse ». Le magazine hebdomadaire du « Tages Anzeiger » donne un reflet de ce travail impressionnant dans les pages centrales de son cahier paru pour le week-end de la votation sur l'initiative xénophobe. Une somme de clichés (visibles dès le 19 octobre au Kunsthaus zurichois dans le cadre d'une exposition intitulée « Photographies en Suisse, de 1840 à nos jours ») où les forces de l'ordre n'ont que rarement le beau rôle, mais à la vue desquels le citoyen respectueux de la loi et de l'ordre retrouve facilement ses craintes des manifestations collectives.

— Dans le même « Tages Anzeiger », mais cette fois dans la partie « quotidien », et qui plus est en première page, un commentaire du journaliste Emil Grichting sur la situation économique en Suisse: l'auteur se félicite qu'un contact renou-

velé entre partenaires sociaux soit dans l'air (séance du Conseil fédéral de mercredi passé) à propos de la politique conjoncturelle. Une note qui, dans le grand journal zurichois ressemble fort à un appel à l'union sacrée dans notre pays, au-delà du face à face syndicats-patronat.

— Dans le supplément « politique et culturel » de fin de semaine de la « National Zeitung », Beat Kappeler rappelle que l'Exposition nationale fermait ses portes au bord du Léman il y a tout juste dix ans. Une bonne occasion pour prendre du recul face à la décennie écoulée à la lumière de l'inventaire social, économique et politique que se flattait d'être la grande manifestation lémanique. La conclusion de Kappeler? Plutôt pessimiste dans l'ensemble: nombreux sont les problèmes soulevés à l'époque qui non seulement n'ont pas encore reçu de solution satisfaisante, mais qui ont grossi au point de gripper tout le fonctionnement de notre démocratie. Pour l'auteur, l'Expo aura été surtout une survivance de l'esprit du « Sonderfall » helvétique: le Suisse a depuis lors subi le « choc de l'étranger », qu'il soit travailleur, communiste ou guru indien; voilà le grand bouleversement! Face à cet apport sans cesse renouvelé d'idées et de voisinages, hors du cadre de nos traditions séculaires, le Suisse doit retrouver son identité, voire même s'en inventer une nouvelle qui soit compatible avec une ouverture responsable sur le monde.

Dans la même « NZ », Rudolf H. Strahm commente l'initiative d'une trentaine de femmes de Frauenfeld décidées à descendre dans la rue, à payer de leur personne, pour intervenir à leur manière dans le processus de paupérisation du tiers-monde; c'est la création d'un groupe de « Bananenfrauen » qui, tout en vendant des bananes aux passants et en récoltant ainsi de l'argent destiné à financer des projets de développement, profitent de l'occasion pour dénoncer en public le système commercial qui, dans le cas de la vente de la banane notamment, aboutit à l'enrichissement colossal d'un petit nombre d'intermédiaires au détriment des cultivateurs eux-mêmes.